

République centrafricaine

Abel Koulaninga



Il existe trois groupes autochtones dans la République centrafricaine (RCA): les M'bororo Fulani, les Aka et les Litho. Les M'bororo Fulani sont en grande partie des pasteurs nomades. On les trouve dans les préfectures de la Ouaka au centre-est, de M'bomou au sud et de la Lobaye au sud-ouest. Le recensement de 2003 estimait leur population à 39 299 personnes, soit environ 1% de la population totale. La proportion de M'bororo est plus élevée dans les zones rurales, où ils représentent 14% de la population totale, alors qu'ils ne représentent que 0,2% de la population dans les zones urbaines.

Le nombre exact de Pygmées Aka est inconnu, mais on estime leur nombre à plusieurs dizaines de milliers. Environ 90% d'entre eux vivent dans les forêts de RCA, qu'ils considèrent comme leur patrie et où ils exercent leurs activités traditionnelles de chasse, de cueillette et de pêche. Les Aka vivent dans les préfectures suivantes: Lobaye, Ombella M'polo et Sang-ha-Mbaéré au sud-ouest et Mambéré Kadîe à l'ouest.

Les Litho sont un groupe minoritaire situé dans le nord du pays. Ils sont semi-nomades et pratiquent l'agriculture avec la chasse, la cueillette et la pêche.

La RCA a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) en septembre 2007 et a ratifié la Convention 169 de l'OIT en août 2010. Il a été le premier et le seul État africain à ratifier cette convention. Le 11 août 2011, aux termes de la Constitution de l'OIT, la convention est entrée en vigueur.

Évènements en 2018

Contexte politique

Le climat politique en République Centrafricaine reste vivement marqué par des violences récurrentes.

*"Les 7 et 8 Avril 2018 de graves flambées de violences intercommunautaires ont fait dans Bangui 70 morts et 330 blessés pour la plus part des civils"*¹. A cette occasion, comme à tant d'autres, *"les combats ont donné lieu à des violations de droit de l'homme international et humanitaire"*².

A l'intérieur du pays, les massacres sont quasi quotidiens. Aujourd'hui les trois quart du pays est entre les mains des groupes armés qui s'affrontent. Depuis 2018, les régions de Bambari, Bria, Ndélé, Kaga-Bandoro, Markounda, Paoua, Bokaranga ont connu de sérieuses pertes en vies humaines. Tout comme précédemment à Bangassou, Mobaye, Alindao et environ où un grand nombre de personnes ont perdu la vie.

Toujours en 2018, six casques bleus des Nations Unies ont été tués³. Trois journalistes internationaux ont été assassinés et trois prêtres sont abattus à bout portant en plein office religieux, des mosquées ont été brûlées.

Cependant, la réorganisation des Forces Armées Centrafricaines, récemment redéployée, venues en appui aux Casques Bleus des NU, semble donner une lueur d'espoir à la population.

*"Les conflits armés ont(aussi) contribué à l'augmentation des cas de violences sexuelles et les agressions physiques, en particulier les traitements inhumains et dégradants des femmes et jeunes filles..."*⁴.

Fin octobre 2018, d'autres *«affrontements ont entraîné plusieurs victimes et des déplacements forcés de la population à Batangafo au nord et à Bambari au centre du pays»*⁵.

En novembre 2018, des groupes armés rebelles ont attaqué le site où vivaient des Personnes déplacées internes (PDIP) vivant à Alindao, dans le sud-ouest du pays, faisant 100 morts, dont deux prêtres. Cela porte à cinq le nombre de prêtres assassinés en 2018. Lorsque le gouvernement a été interpellé par des députés à ce sujet à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a déclaré que *«les groupes de maintien de la paix de l'ONU [...] ne répondent pas à nos attentes»*⁶.

À la suite des massacres d'Alindao et de Batangafo, plusieurs personnes ont tenté de tenir les forces de l'ONU responsables d'avoir abandonné la population à la merci des

groupes rebelles disparates. Depuis novembre 2018, l'escalade du nombre et de la gravité des massacres n'a fait qu'approfondir la crise centrafricaine. En réponse, le Président de la République a déclaré qu'«*il est prévu de graves violences*».7 Devant ces massacres, il a déclaré trois jours de deuil national et a de nouveau appelé le Conseil de sécurité des Nations Unies à lever l'embargo sur les armes. Le président de l'Assemblée nationale a également lancé un appel de détresse au Conseil de sécurité pour lui demander de lever "totalement" l'embargo sur les armes afin de permettre à l'armée centrafricaine de devenir opérationnelle.

*D'autres voix, telles que celles de «femmes de la société civile, ont appelé avec insistance (lors d'une conférence de presse au début du mois de novembre 2018) à une levée totale et inconditionnelle de l'embargo sur les armes. [Selon eux] ignorer la détresse du peuple, c'est fermer les yeux sur les massacres, au profit d'autres intérêts... »*8.

Par la voix du Cardinal, lors d'une conférence de presse, le clergé a blâmé le grave manque d'opinion internationale et l'absence de forces de l'ONU à la lumière des attaques répétées. Amnesty International a ordonné une enquête pour faire la lumière sur les massacres d'Alindao, notamment en ce qui concerne le comportement des forces de l'ONU.

Dans la nuit du 30 au 31 décembre 2018, des groupes armés ont attaqué la ville de Bakouma, un site minier stratégique pour l'uranium, tuant quatre personnes, dont le sultan, une «figure identitaire et culturelle» importante dans la région. Juste avant cela, reconnaissant cette recrudescence d'activités criminelles, le 14 décembre 2018, le Conseil de sécurité avait renouvelé le mandat de la force de maintien de la paix des Nations Unies en RCA pour une année supplémentaire. Dans le même temps, le secrétaire général de l'ONU a nommé un nouveau représentant à la tête de la MINUSCA en RCA.

Il convient de noter que «*les conflits armés ont [également] contribué à une augmentation des affaires de violence sexuelle et d'agression physique, en particulier des traitements inhumains et dégradants à l'égard des femmes et des jeunes filles*» 9.

La population réclame justice et que les auteurs sont traduits en justice. Un ancien chef de la milice anti-Balaka a été arrêté en novembre et traduit devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Un autre ancien dirigeant anti-Balaka * arrêté à Paris est en cours d'extradition vers La Haye. La population a exprimé sa surprise et sa confusion devant le fait que les Séléka*, chefs de guerre mercenaires et auteurs de nombreux crimes, jouissent toujours de la liberté de circulation alors que seuls les anti-Balaka multimiliars ont été traduits devant la CPI.

Mouvements de la population

De milliers de personnes ont été forcées à un exode massif jamais connu dans l'histoire du pays.

" Plus de 577 000 réfugiés dans les pays voisins; 669 997 déplacés internes dont 50000 à Bangui la capitale"10.

Cependant,

"La Commission Mouvement de la Population observe une baisse de 7% sur le nombre des déplacés internes"¹¹. "En fin juin 2018, le nombre total des déplacés internes est passé à 608 000 ainsi composés: 249 522 déplacés sur les sites et autres lieux de regroupement, 354 017 estimés dans les familles d'accueil et 4489 dans la brousse"¹².

Retour volontaire des déplacés

Il est observé un phénomène inverse, celui d'un timide retour des personnes déplacées à leurs lieux de résidence:

"41 670 personnes dans la Sous-Préfecture de Paoua; 3 575 personnes dans la Sous-Préfecture de Batangafo encore occupé par les groupes rebelles ; 1 076 personnes dans la Sous-Préfecture de Carnot et 13 personnes dans la Sous-Préfecture de Berbérati"¹³.

Toutefois, l'insécurité reste toujours vive dans ces régions comme dans bien d'autres ; aussi,

"Une personne sur quatre est toujours déplacée interne ou réfugiée. En fin Juillet, de nouveaux mouvements de populations sont observés à Bria, Ndomété et Mbrés, proches de Kaga-Bandoro au Centre du pays; à Gamboula, Amanda-Gaza vert l'Ouest et Kabo au Nord du Pays"¹⁴.

Depuis le début de 2018, 15 000 déplacés internes sont rentrés volontairement chez eux et ont reçu le soutien d'organisations humanitaires. D'une manière générale, grâce à une accalmie de la violence dans certaines régions, les personnes déplacées sont revenues plus ou moins continuellement.

La famine est un autre fléau répandu, malgré l'assistance temporaire d'organisations humanitaires. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), «550 000 personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire urgente».¹⁵ La crise s'aggrave au point que, selon l'UNICEF, «1,5 million d'enfants ont besoin d'aide. de l'aide humanitaire ».¹⁶

Impacts des conflits sur les peuples autochtones

Il existe trois groupes de peuples autochtones en Centrafrique: les Pygmées, les Peuls M'Bororos, les Lithos, un groupe minoritaire dont on parle très peu. Il y a même les Ndris, considérés comme les premiers occupants de Bangui, la capitale avant la pénétration coloniale. Aujourd'hui, ils sont totalement ignorés et en voie de disparition.

Les **Pygmées**.

Les Pygmées Aka sont localisés dans la Lobaye et l'Ombelle-M'poko au Sud du pays. Les Pygmées Babézzélé occupent la Sangha-M'Baéré au Sud-Ouest et la Mambéré-Kadei à l'Ouest.

"L'invasion des groupes armés en Centrafrique en 2013 a causé des dégâts considérables sur les Pygmées, avec des conséquences encore visibles aujourd'hui. Il y a des pertes en vies humaines et une forte déprédation infligée à la biodiversité. La forêt,

habitation et grenier des Pygmées, a servi à alimenter la guerre, comme l'or et le diamant en zone minière. Plus d'une cinquantaine d'éléphants ont été décimés pour leur ivoire dans la réserve forestière de Dzanga-Sangha à l'Ouest du pays. Constamment sous pression, les Pygmées réputés grands chasseurs, ont été réquisitionnés pour chasser à grande échelle au profit de leurs oppresseurs, alors que, de tradition, les Pygmées, ne prélèvent dans la forêt que ce qui correspond à leur besoin quotidien. L'insécurité était telle qu'ils n'allaient plus en forêt pour les cueillettes, chasse et pêche. Aujourd'hui, à cause du traumatisme subi, ils viennent s'installer aux abords des villages" ¹⁷.

Ce phénomène vient renforcer celui du même genre déjà provoqué par la déforestation constamment entreprise par les multinationales.

Les Peuls M'Bororos:

Peuple nomade, les M'Bororos sont constamment en déplacement en quête de pâturages. On les trouve sur une grande partie du pays, notamment dans les préfectures de la Ouaka au centre du pays, du M'Bomou au Sud-Est, de la Nana-Mambéré à l'Ouest, de l'Ouham au Nord, de l'Ombelle-M'Poko et une partie de la Lobaye au Sud-Ouest. Dans leurs transhumances, ils sont en perpétuels conflits avec les agriculteurs en raison des déprédations causées par leurs bétails dans les plantations. Les autorités locales (Préfets, Sous-Préfets et Maires) sont à plusieurs reprises intervenues pour régler les différends qui les opposent. La règlementation initiée par les autorités préfectorale et communale, conçue pour le respect réciproque des espaces agricole et pastoral, n'est pas toujours respectée par les M'Bororos qui n'hésitent pas à agresser les villageois avec des armes de guerre. L'invasion des groupes armés, culturellement proches des M'Bororos, a trouvé chez ces derniers un écho favorable. Ils sont enrôlés par les envahisseurs et se livrent à des crimes sur la population en cas de vols de leurs bétails. Ces crimes causés pour des raisons économiques, ont aujourd'hui évolué et ont une connotation politique. La formation d'une rébellion armée ayant comme chef de guerre un Peuls M'Bororo a vu le jour et sévit dans l'Ouham-Péndé, à l'Ouest du pays.

Les Lithos :

Les Lithos constituent un groupe minoritaire localisé au Nord de Centrafrique, précisément

"entre Bamingui, Ndélé, Kaga-Bandoro et Kabo. On les trouve aussi à Sido 2 et à Maro au Tchad, localités qui font frontière avec Centrafrique. Ils sont semi-nomades. Ils pratiquent l'agriculture et vivent de cueillettes, de chasse et de pêche. Comme les Pygmées, ils rejettent la médecine moderne et restent traditionnellement attachés à la pharmacopée dont ils jouissent d'une grande réputation"¹⁸.

Leur vision du monde est fortement influencée par leurs croyances aux esprits qu'ils invoquent pour réguler la vie du groupe. Tout un mode de vie qui s'apparente étrangement à celui des Pygmées, à la seule différence que les Lithos ont pour environnement la savane boisée, et les Pygmées, ont la forêt équatoriale pour cadre de vie. Les Lithos restent encore un groupe insuffisamment exploré et méritent qu'on fasse de leur culture un chantier d'investigations. Il n'est pas pour l'instant possible de dire quels sont les effets de la crise militaro-politique sur leur communauté. Ce qui est certain, les régions qu'ils occupent se

trouvent dans les zones de haute insécurité, partie du pays où les chefs de guerre ont établi leurs bases.

Protection légale des peuples autochtones

Depuis la prise en compte par la Constitution centrafricaine en 2015 des dispositifs de la Convention 169 de l'OIT concernant la protection des peuples autochtones, celle-ci peine à prendre corps. Les idées de projets, entre autre un projet de loi, restent encore au niveau des intentions. Le contexte conflictuel du pays freine la mise en œuvre des initiatives du Gouvernement et celles de la société civile en faveur des peuples autochtones.

Toutefois en 2018, le Gouvernement, dans sa politique nationale de santé publique à travers le projet SENI, s'est préoccupé des conditions sanitaires des peuples autochtones, en particulier les Pygmées. C'est ainsi qu'en juin 2018, il a élaboré le "*Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones (CPPA)*". Il a pour but d' "*apporter des réponses à la situation sanitaire précaire (...) à laquelle font face les peuples autochtones (qui) ne participent pas par exemple aux campagnes de vaccination et qui n'ont pas accès aux structures de santé et aux médicaments*"¹⁹. Le Cadre de planification prévoit que "les populations Aka de la préfecture de Sangha-Mbaéré située dans la région sanitaire n°2 que couvre le projet SENI²⁰, seront les premiers à bénéficier de ce projet.

Représentation et participation des peuples autochtones

Deux des peuples autochtones se sont organisés en association. Les Peuls M'Bororos ont créé "MBOUSCUD" comme personne morale et institutionnelle pour les représenter dans les rouages de la société civile et les structures étatiques. Les Pygmées Aka sont organisés au sein de l'association "ADIBAC" pour les mêmes motivations et objectifs. Ces associations sont aujourd'hui presque inopérantes à cause des conflits.

D'autres domaines, telle que l'éducation leur sont encore très peu accessibles. Les initiatives dans ce domaine restent embryonnaires et vite anéanties faute de stratégies pédagogiques adaptées à leur condition de vie. Le manque d'information dû à l'illettrisme constitue un handicap sérieux pour les peuples autochtones qui se voient incapables de défendre leurs intérêts dans divers domaines de la vie publique.

REFERENCES

1) Centrafrique Presse BANGUI du 29 juillet 2018; Bilan à mi-parcours du Groupe d'Experts sur la Rép. Centrafricaine, Report from UN Security Council, published on 23 July 2018.

2 et 3) Op Cit.

4) N'Djoni Sango BANGUI, du 25 Septembre 2018

5) Corbeau News Centrafrique BANGUI, de Alain Nzilo.

6) Centrafrique Presse BANGUI du 24 juillet 2018 (RJDH) de Fridolin Ngoulou Papport Commission Mouvement de la Population.

7, 8 et 9) Op Cit.

10) Séraphin MOUSSA , Assistant à l'Université de BANGUI, Centrafrique. Entretien.

11) Justin GOTINGAR, Etudiant à l'Université de BANGUI. Centrafrique. Entretien.

12 et 13) Ministère de la Santé et de la Population- Cadre de Planification en faveur des Peuples autochtones, Juin 2018, p. 14

NB:

La **Séléka** («coalition» en sango) est une coalition ethnique et musulmane formée en août 2012 au sein de groupes rebelles pour destituer le président de l'Afrique centrale, François Bozizé, depuis mars 2013.

Les **anti-Balaka** sont une milice d'autodéfense créée par des agriculteurs de la République centrafricaine. Ils ont pris les armes en 2013 contre la Séléka lors de la troisième guerre civile centrafricaine.

Biographie

Abel Koulaninga est Docteur en Sciences de l'Education de l'Université René Descartes Paris V Sorbonne. Il a été Maître de Conférence à l'Université de Bangui en Centrafrique, cumulativement avec ses fonctions de Directeur Général des Enseignements, puis Secrétaire Général de la Commission Nationale Centrafricaine pour l'Unesco. Il est auteur de plusieurs publications, entre autres, "L'Education chez les Pygmées de Centrafrique", aux Editions L'Harmattan en 2009

Source : GITPA Le Monde autochtone 2019